

talents mal utilisés ou gâchés. Qui pourrait prétendre, en toute honnêteté, que nul ne saurait dépasser le point que nous avons atteint? Qui pourrait affirmer que nos réalisations dans le domaine des arts ou des sciences, des affaires ou du gouvernement sont entièrement satisfaisantes? Personne, car ce n'est pas le cas, et pour plusieurs raisons, dont l'une des plus regrettables est que la société se refuse à donner l'occasion à tous les Canadiens de participer pleinement à la vie de la nation et d'y contribuer dans la mesure de leurs moyens et de leurs aspirations. Ce refus tient à diverses causes: parfois le préjugé, parfois le népotisme, parfois l'indifférence, parfois une conception faussée de l'économie. Quoi qu'il en soit, la société en souffre et le Canada reste en deçà de ses possibilités.

A l'échelle de l'histoire, la société a mis beaucoup de temps à isoler ces facteurs et bien plus encore à les réduire. Les campagnes contre les diverses formes de discrimination ne se sont généralisées que depuis peu, et, même aujourd'hui, d'aucuns combattent encore, chez nous, le projet mis de l'avant par le gouvernement, d'une déclaration constitutionnelle des droits de l'homme. En Occident, on s'inquiète depuis longtemps du sort de ceux qu'éprouve le chômage ou le sous-emploi; il ne semble pas toutefois que l'on ait suffisamment réfléchi aux conditions fondamentales de l'activité humaine. Les États industrialisés, par exemple, commencent tout juste à s'interroger sur ce que doit être l'emploi rationnel du temps et sur d'apparentes incompatibilités entre l'emploi rétribué, d'une part, et l'occupation axée, d'autre part, sur un avantage d'ordre humain ou social. Il est aussi un autre domaine d'activité, plus étendu peut-être, qui, hier encore, était pratiquement ignoré des Canadiens; à tel point même que d'innombrables personnes se sont vu refuser la possibilité d'oeuvrer pour le Canada dans la mesure de leurs moyens. Ce domaine d'activité touche personnellement la moitié des habitants de notre pays, à un moment ou l'autre de leur existence. La femme canadienne, qui ne manque pourtant pas d'intelligence, de compétence, de savoir et d'énergie, toutes qualités de la plus haute valeur, n'a guère jusqu'ici réalisé ses possibilités: elle n'est ni estimée ni utilisée comme elle devrait l'être.

Tant que cet état de choses persistera, nous priverons notre société d'avantages que nous serions bien mal avisés de négliger.

J'ai pourtant la ferme conviction que l'on saura venir à bout de cette situation. Rien n'est plus réconfortant, en effet, que de constater avec quelle ouverture d'esprit, et avec quelle ardeur rafraîchissante, les Canadiens, et particulièrement les jeunes, examinent volontiers les vieux problèmes et contestent les poncifs et les conventions. Cette remise en question se manifeste dans plusieurs secteurs: elle nous entraîne, par exemple, à réviser notre conception du rôle de la femme dans une collectivité moderne. Elle devrait nous amener à nous interroger sur les lourdes conséquences sociales des attitudes traditionnelles.

On peut affirmer en toute certitude que l'état de notre société ne serait pas le même si, au cours des cinquante dernières années, un grand nombre de femmes avaient occupé des postes névralgiques du gouvernement et de l'industrie. Et on peut fort bien se demander si notre crise écologique, largement attribuable à une activité technologique essentiellement masculine, en serait au même point critique. Est-ce que les gouvernements auraient mis autant de temps à prendre conscience de la nécessité de protéger le consommateur dans tous les domaines? On pourrait même aller jusqu'à dire que la ligne